

Négocier du pétrole ou des céréales devient chaque jour plus difficile et cher à cause de la guerre en Ukraine

«La situation ne peut que s'aggraver»

« YVES GENIER

Matières premières » Déjà mis à mal par la pandémie et la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, le secteur du négoce de matières premières est soumis à la pression accrue de la guerre en Ukraine et des sanctions internationales contre la Russie. Les prix explosent, les financements deviennent difficiles, les lignes de transport aléatoires.

Nombreux ont été les témoignages lors des trois jours de conférence du FT Commodities Summit, qui s'est tenu de lundi à hier à Lausanne. Jean-François Lambert, expert du secteur basé à Londres et à Genève, dresse un tableau de situation.

Les négociants de matières premières sont-ils à la hauteur de la situation?

Jean-François Lambert: Ils ne sont pas qu'à la hauteur de la situation: ils en sont au centre, étant essentiels au bon fonctionnement du dispositif. Mais leur vie n'est pas simple.

Pourquoi?

En temps normal, un négociant fait l'adéquation entre l'offre et la demande. Lorsque les marchés sont très volatils (les variations de prix sont très fortes en peu de temps, ndlr), cela crée des opportunités pour les négociants. Mais il y a une bonne et une mauvaise volatilité. Aujourd'hui, la volatilité est créée par la guerre et la dislocation des chaînes d'approvisionnement du pétrole, du gaz, des céréales ou encore des métaux. Elle est extrêmement forte.

Son amplification extrême augmente de manière très importante le coût de la couverture des risques que doivent payer les négociants. Les marges (montants que les négociants doivent mettre en garantie pour confirmer une transaction, ndlr) n'ont jamais été aussi élevées. Par conséquent, elles exigent des négociants une trésorerie disproportionnée.

Sont-ils tous encore à même d'y faire face?

Lorsque les marges sont trop élevées, le négociant n'a plus intérêt à faire de transaction. Le personnage le plus important de la société de négoce, aujourd'hui, n'est plus le négociant, mais le directeur financier et le responsable des risques! Ce sont eux qui dictent le domaine du possible en fonction des lignes bancaires à disposition, des liquidités disponibles et de leurs objectifs stratégiques.

Conséquence: tous les négociants ont réduit leur activité. Les grandes sociétés de négoce peuvent faire face à ce défi, mais pas forcément les petites. Ces dernières ne disposent pas du même coussin de liquidités. De plus, les banques se montrent beaucoup plus circonspectes face aux petites que face aux grandes. Si la guerre dure, la situation ne peut que s'aggraver du fait du durcissement des sanctions, de l'isolement croissant de la Russie et de la destruction de la demande induite par l'élévation des prix. Conséquence globale: nos économies vont aussi souffrir, voire entrer en récession ici ou là.



«Nos économies vont aussi souffrir, voire entrer en récession ici ou là»

Jean-François Lambert

Certains négociants accusent les banques et les sociétés de clearing d'exiger des marges beaucoup trop élevées. Partagez-vous cette critique?

Une marge, c'est une protection du marché contre lui-même. Il faut donc un équilibre. Cet équilibre, c'est la marge. Or, elle est si élevée ces temps que les négociants délaissent les plateformes de marché organisées et régulières pour privilégier les transactions directes, dites de gré à gré, ou over-the-counter (OTC). Or, celles-ci ne sont soumises à aucune surveillance. C'est un monde sauvage, au contraire des marchés organisés. Si cette tendance se confirme, c'est une très mauvaise nouvelle car elle va à l'encontre de tous les efforts entrepris depuis la crise financière de 2008 d'amener toutes les transactions sur des marchés organisés. On vient d'avoir un exemple dévastateur des conséquences possibles.

Où cela?

Sur le marché du nickel (le 8 mars dernier, le cours est monté temporaire-

ment à plus de 100 000 dollars la tonne, quatre fois son prix d'avant-guerre). Le marché ignorait l'existence de positions d'achat opérées par un spéculateur chinois sur le marché de gré à gré. Lorsque le marché s'en est rendu compte, il a découvert qu'il était en déséquilibre. Cet accident illustre le danger d'un trop grand nombre de transactions OTC. J'espère que le monde du négoce reviendra sur les marchés organisés.

Des acteurs du négoce vont-ils disparaître?

La consolidation du marché est inévitable. Les acteurs eux-mêmes le reconnaissent. Pour une raison simple: peu nombreuses sont les sociétés de négoce qui peuvent mobiliser les fonds nécessaires à la poursuite de leur activité. Les autres sont confrontées à de grandes difficultés.

Ce risque se limite-t-il uniquement au négoce des énergies ou inclut-il aussi les denrées agricoles?

Le marché des céréales est impacté avec des prix qui s'envolent. La nuance, importante, est que dans ce domaine, on raisonne par récoltes et non pas en flux continus, comme dans le pétrole ou le gaz.

Est-on déjà en train d'acheter la récolte de cet automne?

La question est plutôt: à quoi ressemblera-t-elle, cette récolte? Personne ne le sait. Mais il y aura un déficit de production. Cela crée une incertitude et donc un risque supplémentaire considérable. De plus, les relations avec la Russie et la Biélorussie ne vont pas s'améliorer. Or, ces deux pays sont de très importants producteurs de composants d'engrais agricoles: l'urée et la potasse. Cela veut dire que les cultures à venir recevront moins d'engrais et auront donc de moins bons rendements, dans le monde entier. On a, là, un potentiel risque systémique. C'est très inquiétant.

Les prochains mois vont-ils être aussi agités?

Oui. L'économie russe va souffrir, cela commence à se voir. Mais les nôtres aussi. Nous sommes en guerre. Nous avons pris des sanctions, assumons-les. C'est une question de valeurs: nous les avons prises car un pays en a envahi un autre, ce en Europe. Nous, pays occidentaux, devons assumer nos responsabilités. C'est le prix à payer pour défendre nos valeurs démocratiques. »



Le marché des céréales voit les prix s'envoler. Keystone

La croissance suisse touchée

Guerre en Ukraine » La croissance suisse est suspendue à l'évolution de la situation en Ukraine. Les prévisions pour le Produit intérieur brut (PIB) des économistes du KOF oscillent entre 2,9% dans le scénario le plus optimiste, et 1% dans le cas d'une aggravation du conflit, a indiqué hier le centre d'études conjoncturelles de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).

Pour ses prévisions conjoncturelles de printemps, le KOF a

mis deux scénarios sur la table, une réponse aux importantes incertitudes politiques relatives à la guerre en Ukraine. Le premier scénario part du principe que la violence militaire cessera bientôt et que les conséquences économiques seront limitées dans le temps. Le second intègre une aggravation du conflit et de sanctions des pays occidentaux et de leurs alliés, ce qui entraînerait une récession mondiale. »

ATS/AFP

IMMOBILIER

SOLIDE PERFORMANCE

Les investisseurs ont profité d'un rebond du marché immobilier l'année dernière. Autant l'immobilier commercial que résidentiel a vu sa performance progresser. Mais les incertitudes soulevées par l'accélération des prix, notamment des hydrocarbures, inquiète le secteur. Les placements immobiliers directs en Suisse ont enregistré une performance de 6,4% en 2021, contre 5,8% en 2020. ATS

Du gaz russe payé en roubles

Négoce » Poutine ne veut plus de dollars et d'euros pour se faire payer son gaz et son pétrole.

Vladimir Poutine a annoncé hier que la Russie n'acceptera plus de paiements en dollars ou en euros pour les livraisons de gaz à l'UE. Ce durcissement intervient à la veille de réunions de l'OTAN, du G7 et de l'Union européenne consacrées au conflit en Ukraine, au cours

desquelles de nouvelles sanctions contre Moscou pourraient être décidées.

Face à des sanctions économiques de plus en plus dures, Vladimir Poutine a donné une semaine aux autorités russes pour mettre en place le nouveau système en roubles. Une «tentative de renforcer le rouble et de déclarer une guerre économique à l'UE», selon le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andrii Iermak.

«Mais l'Occident pourrait frapper la Russie avec un embargo pétrolier qui ferait plonger l'économie russe. Ce sera désormais une bataille économique clef, et l'Occident doit collectivement la gagner», a-t-il ajouté. L'Allemagne a critiqué une «rupture de contrat» après l'annonce du président Poutine.

Cette annonce a eu un effet immédiat sur la devise russe, qui s'est renforcée face à l'euro et au dollar. » ATS/AFP